

Pays : Allemagne

Commission : Sommet UE et Afrique de l'Ouest

Problématique : « Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, UEMOA et CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

La République fédérale d'Allemagne, démocratie parlementaire et membre fondateur de l'Union européenne, est gouvernée depuis le 6 mai 2025 par le chancelier Friedrich Merz, à la tête d'une coalition CDU/CSU-SPD. L'Allemagne est aujourd'hui le premier contributeur net au budget européen à environ 13 milliards d'euros, et l'un des plus grands bailleurs mondiaux d'aide publique au développement. Dans ce contexte, la question de la relance de la coopération entre l'UE et les organisations régionales ouest-africaines constitue une priorité stratégique pour Berlin, tant sur le plan des intérêts sécuritaires et migratoires européens que sur celui du développement durable et de l'influence géopolitique dans un monde multipolaire.

L'Afrique de l'Ouest traverse une période de profondes turbulences qui fragilisent les fondements mêmes de la coopération internationale. Depuis 2020, quatre États membres de la CEDEAO ont connu des putschs militaires : le Mali (août 2020 et mai 2021), la Guinée (septembre 2021), le Burkina Faso (janvier et septembre 2022) et le Niger (juillet 2023), le Burkina Faso et le Niger ont annoncé leur retrait de la CEDEAO en janvier 2024 pour former l'Alliance des États du Sahel (AES). Ces développements fragilisent l'architecture régionale et compliquent considérablement le dialogue avec l'UE. L'expansion de l'influence russe, notamment via la restructuration du groupe Wagner sous le nom d'Africa Corps, conjuguée à la montée en puissance de la Chine et de la Turquie dans la région, redéfinit les équilibres géopolitiques en Afrique de l'Ouest et appelle une réponse stratégique cohérente de l'Union européenne. Sur le plan migratoire, plus de 6 millions de déplacés internes sont recensés dans la région selon l'OCHA (2025). Par ailleurs, plus de 100 000 arrivées irrégulières ont été enregistrées sur les routes ouest-africaines vers l'Europe au cours des années 2024 et 2025, selon l'OIM, ce qui fait de la gestion des flux migratoires un enjeu central pour l'Allemagne.

L'Allemagne défend une approche fondée sur le partenariat économique et le développement durable, plutôt que sur l'interventionnisme militaire direct. Contrairement à certains partenaires européens, l'Allemagne ne porte pas l'héritage d'une présence coloniale significative en Afrique de l'Ouest, ce qui lui confère une position diplomatique particulièrement crédible et moins susceptible d'être perçue comme une ingérence. Berlin considère que la stabilité de la région ne peut être atteinte qu'en s'attaquant aux causes profondes de l'instabilité : pauvreté, chômage des jeunes, faiblesse des institutions et dérèglement climatique. L'Allemagne soutient le maintien d'un dialogue pragmatique avec l'ensemble des acteurs régionaux, y compris ceux issus de transitions politiques non démocratiques, afin de préserver des canaux de coopération qui permettent de contenir l'influence des puissances extracontinentales et de protéger les populations civiles. Cette position s'inscrit dans le cadre des Lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral allemand, qui affirmaient dès leur publication la nécessité d'une coopération « fondée sur le respect mutuel et les intérêts communs ».

L'Allemagne a déjà mis en place plusieurs instruments concrets à l'égard de l'Afrique de l'Ouest. Par le biais de son ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et de ses agences d'exécution la GIZ et la KfW, l'Allemagne finance des projets structurants en matière d'agriculture, d'énergies renouvelables, d'éducation et de bonne gouvernance. Le Compact G20 avec l'Afrique, initié sous la présidence allemande du G20 en 2017, demeure un cadre de référence pour améliorer le climat des investissements privés dans les économies africaines. En novembre 2023, l'Allemagne a également signé avec la Côte d'Ivoire un Partenariat pour le Climat et le Développement (Partenariat P+), portant sur la protection des forêts, les énergies renouvelables et

la modernisation du réseau électrique. Notre pays propose de renforcer ce type de partenariats bilatéraux à dimension climatique à l'échelle de l'UE, en les articulant avec les objectifs du Global Gateway. Sur la question migratoire, l'Allemagne soutient le développement de voies légales de mobilité, notamment via des programmes de formation professionnelle et de mobilité étudiante comme levier pour réduire les migrations irrégulières, tout en négociant des accords de coopération migratoire avec les pays d'origine et de transit. L'Allemagne soutient également le renforcement institutionnel de la CEDEAO et de l'UEMOA par des financements européens accrus, afin de leur permettre de mieux assumer leurs responsabilités en matière de médiation politique, de sécurité collective et de développement économique régional.

L'Allemagne défend une approche profondément européenne, considérant qu'une réponse collective et coordonnée de l'Union européenne est indispensable pour garantir des résultats durables en Afrique de l'Ouest. Face aux défis croissants que représentent la fragilisation des organisations régionales, la progression des acteurs non européens et la pression migratoire, notre pays appelle à une refondation de ce partenariat sur des bases équilibrées, fondées sur le respect de la souveraineté, des États ouest-africains et sur une articulation cohérente entre investissements économiques substantiels et exigences graduelles en matière de gouvernance démocratique. C'est à cette condition que l'Union européenne pourra rester un partenaire crédible et préférentiel pour l'Afrique de l'Ouest dans un monde multipolaire.